

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DE LA FAMILLE
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX



No	Description
1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2025-2026 : a) les endroits et dates de départ et de retour b) la copie des programmes et rapports de mission c) les personnes rencontrées d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé
2	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement b) le but visé par chaque dépense c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement d) si l'événement s'est tenu virtuellement Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement f) le but visé par chaque dépense g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. m) le but visé par chaque dépense n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement o) si l'événement s'est tenu virtuellement
3	La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement b) le but recherché par chaque dépense c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu h) le but visé par chaque dépense i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie

No	Description
4	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant : a. les noms du professionnel ou de la firme b. les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final) c. le détail des travaux ou services effectués (but visé) d. la date d’octroi du contrat e. le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments f. l’échéancier g. dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l’indiquer.
5	Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d’un organisme, d’une société ou d’une entreprise relevant du ministère, indiquer : a. le nom du projet b. la nature du projet c. l’échéancier initial (et revu s’il y a lieu) d. le montant initialement prévu pour l’ensemble du projet e. les plus récentes évaluations du coût du projet f. les coûts engendrés jusqu’à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière g. l’estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet h. les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu’à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d’octroi, le montant et les dates i. le pourcentage de réalisation jusqu’à ce jour j. le nombre d’employés (ETC) affectés à ce projet k. le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d’un organisme, d’une société ou d’une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l’organisme et les firmes externes pour ces consultants l. indiquer si l’étude d’opportunité évaluant les possibilités qu’offre le logiciel libre a été réalisée, comme l’exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics m. le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026.
6	Concernant l’hébergement de données en infonuagique, fournir : a. les coûts estimés par année b. les coûts totaux réels pour l’hébergement de données c. les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité d. la liste des fournisseurs e. une copie du plan de déploiement

Nº	Description
7	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : a. la photocopie b. le mobilier de bureau c. l'ameublement d. la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes e. le distributeur d'eau de source f. le remboursement des frais de transport g. le remboursement des frais d'hébergement h. le remboursement des frais de repas i. le remboursement des frais d'alcool et de fêtes j. l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : - au Québec - à l'extérieur du Québec
8	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a. le coût des contrats téléphoniques b. le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme c. le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme d. les coûts de résiliation, s'il y a lieu e. le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents f. le coût d'acquisition des appareils g. le coût d'utilisation des appareils h. les noms des fournisseurs i. les ordinateurs portables j. les iPad ou autre type de tablette électronique

No	Description
9	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : a. le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus b. le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins c. le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi d. le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail e. le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; f. l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); g. l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir h. le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie i. le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires j. le nombre d'employés permanents et temporaires k. le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ l. l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs
10	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2025-2026 en indiquant pour chacun d'eux : a. l'emplacement de la location b. la superficie totale pour chaque local loué c. le coût total de ladite location d. les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visé e. la durée du bail f. propriétaire de l'espace loué g. en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation h. la superficie totale réellement occupée i. la superficie inoccupée j. le coût de location au mètre carré k. les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant
11	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2025-2026, fournir : a. la liste des actifs excédentaires inoccupés b. la valeur estimée de ceux-ci c. les coûts d'entretien annuel d. le nombre de pieds carrés de ceux-ci

No	Description
12	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant: a. les dates des travaux b. les coûts c. le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux
13	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2025-2026, en indiquant pour chaque individu : a. la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant b. le titre de la fonction c. l'adresse du port d'attache d. la masse salariale totale par cabinet e. le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés f. la prime de départ versée, le cas échéant g. la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève h. la description de tâches i. le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2025-2026 j. le nombre total d'employés au cabinet k. le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée l. si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État
14	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a. le nom de la personne b. le poste occupé c. le salaire de base et les bonis, le cas échéant d. l'assignation initiale et l'assignation actuelle e. la date de l'assignation hors structure f. la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu g. les prévisions pour 2026-2027
15	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a. le poste initial b. le salaire c. le poste actuel, s'il y a lieu d. la date de la mise en disponibilité e. les prévisions pour 2026-2027
16	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2025-2026, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a. par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.) b. par catégorie d'âge c. prévisions pour 2026-2027

No	Description
17	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a. le nom de la personne b. le poste occupé et le nom de l'organisme c. le salaire de base et les bonis, le cas échéant d. l'assignation initiale e. l'assignation actuelle f. la date de l'assignation hors structure g. la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu)
18	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement : a. le coût de chacun; b. le fournisseur; c. la nature du service d. s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.
19	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
20	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a. le nom du site Web b. le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site c. les coûts de construction du site d. les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour e. les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) f. la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (le nombre de visiteurs (« hits ») par mois g. nombre de visiteurs uniques mensuellement h. les coûts liés à la réservation de noms de domaines i. la fréquence moyenne de mise à jour j. le responsable du contenu sur le site
21	Pour 2025-2026, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a. les régions et les villes visitées b. les personnes et organismes rencontrés c. pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants d. les raisons du déplacement e. l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour f. les coûts ventilés g. le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Nº	Description
22	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2025-2026 : a. le détail des mandats b. le coût (déplacements, etc.) c. le nombre de ressources affectées d. le nombre de rencontres e. le nombre d’ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre f. l’objet g. les dates
23	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
24	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l’année financière 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.
25	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.
26	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d’un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l’organisme.
27	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l’année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
28	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l’année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
29	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l’année financière 2025-2026 le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des augmentations de salaire.
30	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l’année financière 2025-2026 et qui n’ont pas été reconduits intégralement en 2026-2027. Pour chacun de ces programmes existants en 2025-2026, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
31	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
32	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’état, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 le taux d’absentéisme en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

No	Description
33	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a. la dépense totale relative au paiement des cotisations b. la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation c. le nombre d’employés ayant bénéficié du paiement des cotisations
34	Tout montant dépensé par le ministère ou l’organisme en 2025-2026 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l’organisme.
35	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l’état d’avancement de la mesure : g) Plan d’action à l’égard des personnes handicapées 2024-2027.
36	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l’état d’avancement de la mesure : n) Plan d’action de développement durable 2023-2028.
37	Sommes dépensées par le ministère ou l’organisme en 2025-2026 en matière de remboursement aux employés pour l’achat de matériel requis pour le télétravail.
38	Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l’organisme en 2025-2026 : a. Les sommes dépensées b. Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière
39	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.
40	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 : a. la liste de tous les concours et tirages réalisés b. les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix c. l’objectif visé par la tenue de chacun des concours d. la liste des concours qui ont pris fin
41	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 : a. le nombre d’employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques b. le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques c. le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d’autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme d. le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées

Nº	Description
42	Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant : a. Les dates b. L'endroit précis c. La liste des personnes présentes d. L'ordre du jour e. Les procès-verbaux f. Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)
43	Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages : a. Nombre de stagiaires reçus b. Heures de stages effectués c. Rémunération totale déboursée.
44	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones : a. Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones
45	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.
46	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.
47	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
48	Indiquer la valeur des actifs possédés, meubles et immeubles.
49	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
50	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : a. le nombre d'employé·es recruté·es à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres) b. le nombre de missions de recrutement effectuées à l'étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d'emploi concernés c. les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement) d. le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l'étranger e. les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire f. le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l'étranger g. toute directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l'augmentation du recours au recrutement international h. les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d'œuvre locale
51	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-1	G14c	N/A	G16b	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9c.
NRG-2	G14f	N/A	G16e	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9e.
NRG-3	G15a	N/A	G17a	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.
NRG-4	G15c	N/A	G17d	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-5	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 10.
NRG-6	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 11.
NRG-7	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 12.
NRG-8	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 29.
NRG-9	G51	N/A	N/A	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date ; b) la nature ; c) les questions posées ; d) les réponses ; e) la firme retenue ; f) les coûts.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-10	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-11	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-12	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-13	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 ou ayant cours en 2025-2026 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-14	G72	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2025-2026; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-15	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.
NRG-16	N/A	G07	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-17	N/A	G08	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-18	N/A	G09	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-19	N/A	G16	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-20	N/A	G18	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 10.
NRG-22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 30.
NRG-23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRG-24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3.
NRG-25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-26	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2025-2026 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-27	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2026-2027, par mission.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRG-28	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2025-2026, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-29	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des système d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NRG-30	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds vert.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-31	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-32	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-33	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NRG-34	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-35	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn- Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-36	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-37	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-38	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-39	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-40	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-41	G56c	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-42	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NRG-43	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-44	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-45	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NRG-46	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-47	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-48	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NRG-49	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-50	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-51	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-52	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NRG-53	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
NRG-54	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-55	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NRG-56	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-57	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure :hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionnaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
NRG-58	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-59	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-60	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-61	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-62	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-63	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-64	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-65	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-66	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NRG-67	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2025-2026 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-68	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-69	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NRG-70	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-71	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-72	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-73	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NRG-74	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-75	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-76	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-77	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-78	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit.
NRG-79	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-80	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NRG-81	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-82	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-83	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-84	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-85	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024-2029 – La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-86	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NRG-87	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NRG-88	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-89	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-90	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-91	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-92	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-93	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-94	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-95	N/A	G05	N/A	Réclamations CNESST	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : • le nombre de réclamations acceptées par la CNESST pour lésion professionnelles ; • le nombre d'employé-es concerné-es ; • Le nombre total de jours d'absence indemnisés ; • les coûts assumés par l'employeur (remplacement, maintien du salaire, cotisations, etc.) ; • la ventilation des données selon : - la catégorie d'emploi (personnel de soutien, technique, professionnel, cadre, autre) ; - le sexe ; - le statut d'emploi (temps plein, temps partiel, occasionnel) ; - la région administrative - la nature des lésions reconnues (physiques, psychologiques, harcèlement, violence au travail, surcharge ou épuisement professionnel, autres)	Question particulière à poser à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail.
NRG-96	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-97	N/A	G13	N/A	Budget analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NRG-98	N/A	G15	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-99	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-100	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-101	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-102	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2025-2026, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-103	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-104	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-105	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-106	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2025-2026 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-107	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-108	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veuillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-109	N/A	G06	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-110	N/A	N/A	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-111	N/A	G14	N/A	Nb. analyse différenciée selon les sexes	Fournir le nombre d'analyse différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2025-2026 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2025-2026, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-118	G02	N/A	G02	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2025-2026 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17). Inscrire le lien Internet.
NRG-119	G03	N/A	G03	Publicité, articles promotionnels et commandites	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2025-2026 , et les prévisions pour 2026-2027; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie; g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de chaque ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de chaque ministère. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré. Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.
NRG-120	G07	N/A	G10	Appels d'offres publics	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://seao.gouv.qc.ca .
NRG-121	G08	N/A	G12	Consultants externes	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ; c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ; e) une description de son mandat ; f) la date de début de son contrat ; g) la date prévue de fin de son contrat ; h) sa rémunération annuelle.	Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de chaque ministère.
NRG-122	G14i	N/A	G16h	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-123	G14o	N/A	N/A	Postes abolis par ministère	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-124	G14q	N/A	N/A	Postes vacants	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-125	G14r	N/A	N/A	Postes vacants - gel de recrutement	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-126	G15b	N/A	G17b	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-127	G23	N/A	G21	Budget discrétionnaire	Liste des sommes d'argent versées en 2025-2026, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du <i>Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels</i> (art. 4 paragraphe 26). Inscrire le lien Internet.
NRG-128	G35	N/A	G38	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2026-2027.	L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-129	G39	N/A	N/A	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.	En 2025-2026, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.
NRG-130	G46	N/A	N/A	Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.	Les informations en réponse à cette question sont disponibles dans le plan des investissements et des dépenses en ressources informationnelles disponible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor dans la rubrique "Budget de dépenses".

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-131	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de chaque ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de chaque ministère. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré. Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.
NRG-132	G54	N/A	N/A	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2025-2026; b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2025-2026 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.	L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation .
NRG-133	G56pp	N/A	N/A	Rapport CSDEPJ	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	Aucun coût pour l'année demandée. La Commission a conclu ses travaux avec le dépôt de son rapport final le 3 mai 2021, lequel est disponible en ligne à l'adresse suivante: https://www.csdepj.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport_final_3_mai_2021/2021_CSDEPJ_Rapport_version_finale_numerique.pdf .
NRG-134	G56III	N/A	N/A	Autre plan d'action ministériel ou interministériel	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.	L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.
NRG-135	G57	N/A	N/A	Mesures de télétravail/travail à distance	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2025-2026, au sein du ministère ou de l'organisme : a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025; d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail, mise à jour en janvier 2026, qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf .
NRG-136	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-137	G66	N/A	N/A	Formations	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2025-2026. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). Inscrire le lien Internet.
NRG-138	G70	N/A	N/A	Incidents de sécurité de l'information	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.	En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont protégés au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-139	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-140	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-141	N/A	G04	N/A	Nombre de postes non pourvus gel de recrutement	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1 ^{er} novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-142	N/A	G17	N/A	Contrats conclus de gré à gré Proportion et nombre	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Inscrive le lien Internet.
NRG-143	N/A	G24	N/A	Contrats sous-traitance	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Inscrive le lien Internet.
NRG-144	N/A	G26	N/A	Services tarifés	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.	L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-145	N/A	G33	N/A	Sommes versées dommages exemplaires	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.	L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante: https://soquij.qc.ca/a/fr .
NRG-146	N/A	G34	N/A	Incidents de cybersécurité	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : • le nombre d'incidents de cybersécurité signalés (tentatives d'hameçonnage, rançongiciels, intrusions, pertes ou exfiltration de données, etc.) • le nombre d'incidents ayant mené à une atteinte confirmée à la confidentialité, à l'intégrité ou à la disponibilité des systèmes ; • les coûts directs et indirects associés à ces incidents (enquête, restauration des systèmes, services professionnels, indemnisations, etc.) ; • les sommes investies annuellement en cybersécurité (prévention, infrastructure, formation, audits, tests d'intrusion) ; • le nombre d'employé-es ayant reçu une formation en cybersécurité et en protection des renseignements personnels ; • la proportion des systèmes ou infrastructures numériques hébergés à l'interne, auprès d'organismes publics québécois ou auprès de fournisseurs privés ; • l'existence d'audits indépendants ou d'évaluations de risques réalisés au cours de cette période, ainsi que leurs principales conclusions ; • les mesures mises en place pour assurer la souveraineté et la protection des données sensibles.	En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont protégés au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-147	N/A	G35	N/A	Projets numériques	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : • le nombre total de projets numériques en cours • le nombre de projets numériques complétés au cours de cette période • le nombre de projets ayant subi un dépassement de coûts, en précisant le budget initial, le budget révisé et le coût final • le nombre de projets ayant subi un retard, en précisant l'échéancier initial et l'échéancier révisé • la valeur totale des investissements engagés pour les projets numériques en cours ; • la liste des projets dont la valeur excède 5 M\$, en précisant pour chacun l'objet du projet, l'état d'avancement et les principaux fournisseurs impliqués ; • le nombre de projets ayant fait l'objet d'un audit, d'un examen indépendant ou d'une révision par le Vérificateur général ou un organisme de contrôle ; • les mécanismes de gestion des risques mis en place pour prévenir les dépassements de coûts et les défaillances technologiques ; • le nombre d'incidents de cybersécurité ayant affecté des projets numériques en développement ou récemment déployés ; • les mesures prises pour assurer la protection des données et la résilience des systèmes dans le cadre de ces projets.	L'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca . Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles (décret 1159-2022 et arrêté ministériel 2022-03 du 23 juin du ministre de la Cybersécurité et du Numérique)
NRG-148	N/A	N/A	G16I	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-149	N/A	N/A	G08	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2025-2026 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://seao.gouv.qc.ca .
NRG-150	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-151	N/A	N/A	G33	Demandes d'accès à l'information	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2025-2026 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article; c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-152	N/A	N/A	G44	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2025-2026, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille Demande de renseignements généraux

Question : RG-1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2025-2026:

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées et, le cas échéant, :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Réponse

Aucun voyage hors Québec n'a été effectué pour l'année financière 2025-2026 (au 31 janvier 2026).

Les sous-questions c), f), g) et h) ne sont pas pertinentes à l'étude des crédits.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs en réponse à cette question sont diffusés sur une base trimestrielle dans le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 par. 18), à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-organismes/famille/cadre-legal-transparence/acces-information/frais-et-depenses-2025-2026>

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-2

Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

- Par le cabinet ministériel :
- a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) le nombre total et la liste d'évènements, ventilés par type d'évènement;
 - d) si l'évènement s'est tenu virtuellement.
- Par le ministère ou l'organisme :
- e) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
 - f) le but visé par chaque dépense;
 - g) le nombre total et liste d’événements, ventilés par type d’évènement;
 - h) si l’évènement s’est tenu virtuellement.
- Par un professionnel ou par une firme externe :
- i) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
 - j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
 - k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
 - m) le but visé par chaque dépense;
 - n) le nombre total et liste d’événements, ventilés par type d’évènement;
 - o) si l'évènement s'est tenu virtuellement.

Réponse

Les sous-questions c), d), g), h), j), k), n), o) ne sont pas pertinentes à l'étude des crédits ou elles sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question :

Conférences de presse (toutes les dépenses relèvent de la Direction des communications du Ministère)		
Objet	Fournisseur et mandat	Dépenses par événement (au 31 janvier 2025)
Conférence de presse dévoilant le rapport du Comité de sages sur l'identité de genre 30 mai 2025	MESS (logistique)	955 \$
	Communication CNW* (émission du communiqué)	
Conférence de presse pour l'inauguration du premier CPE préfabriqué 27 octobre 2025	Planète multi-services	603,05 \$
	Frais de déplacement logistique	
	Entreprise (location de véhicule pour le transport de matériel logistique)	
	Communication CNW* (émission de l'avis média, du rappel et du communiqué)	
* Achats regroupés.		

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-2

Événements					
Objet	Lieu	Date	Fournisseur	Mandat	Dépenses par événement (au 31 janvier 2026)
Grand forum des partenaires 275 participants	Drummondville	13 mai 2025	PLAV audiovisuel inc.	Logistique, audiovisuel	43 749,95 \$
			Centrexpo Promutuel Assurance	Location de salles, logistique, audiovisuel	
			PCAV	Télésouffleur	
			Eklosion	Service d’animation	
			Louise Leblanc	Photographe	
			MESS	Matériel logistique	
			Graphica Les impressions Stampa	Impressions d’éléments visuels	
			Traiteur événementiel La Cage	Service traiteur	
			Autres dépenses	Déplacement employés soutien logistique	

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-3

La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) le nombre total et la liste des formations ventilés par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Réponse

Il n'y a eu aucune formation de communication en 2025-2026.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle dans le site Internet du Ministère, en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 22 et 23) :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/famille/acces-information>

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-4

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d’octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Réponse

Les sous-questions b), d), f) et g) ne sont pas pertinentes à l’étude de crédits ou elles sont déjà répondues par d’autres sous-questions de cette même question.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca/>.

De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement dans le site du Ministère :

[Engagements financiers du ministère de la Famille | Gouvernement du Québec.](#)

Contrats de moins de 25 000 \$ (1 ^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026)			
Mode d'adjudication	Contractant	Catégorie	Montant (incluant les avenants)
Gré à gré	Société Évaluation Personnel Sélection internationale (EPSI)	Acquisition de licences	2 000,00 \$
Gré à gré	Keystroke Group inc.	Acquisition de licences	3 384,00 \$
Gré à gré	Solutions Notarius inc.	Acquisition de licences	5 250,00 \$
Gré à gré	Pascale Constantin	Services de promotion, communication et marketing	5 150,00 \$
Gré à gré	Centre d’aide et de soutien aux intervenants et organismes en petite enfance (Casiope)	Formation	5 520,00 \$
Gré à gré	Consulis Environnement de bureau inc.	Soutien	5 700,00 \$
Gré à gré	REP Solution Interactive inc. (Dialog Insight)	Acquisition de licences	16 107,00 \$
Gré à gré	Association québécoise des centres de la petite enfance	Services de promotion, communication et marketing	18 998,00 \$
Gré à gré	Nicole Bourget	Audit	9 180,00 \$
Total			71 289,00 \$

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille Demande de renseignements généraux

Question : RG-5

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) les coûts restants à déboursier pour compléter la réalisation d'un projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026.

Réponse

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible dans le site Internet du Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec à l'adresse suivante :

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>

Les questions c), h), j), k) et l) ne sont pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

m) Aucune pénalité n'a été appliquée.

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-6

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

Réponse

Les sous-questions a) et e) ne sont pas pertinentes à l'étude des crédits.

b) Le coût total pour la période visée est de 97 093 \$.

c) Aucun coût pour le dépassement de capacité n'a été défrayé.

d) Les informations concernant le catalogue du courtier en infonuagique et en technologies spécialisées est disponibles sur Internet à l'adresse suivante :

<https://courtier-infonuagique.gouv.qc.ca/accueil>

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-7

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2025-2026 ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement:
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Réponse

Dépenses au 31 janvier 2026.

Pour les sous-questions f), g), h) et j), les informations recherchées sont diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 16, 22 et 23). Pour les sous-questions f), g) et h), cette information est présentée globalement.

[Frais et dépenses 2025-2026 du ministère de la Famille | Gouvernement du Québec](#)

CABINET ¹ ET MINISTÈRE	
Photocopie	68 603 \$
Mobilier de bureau, ameublement, décoration et embellissement	911 \$
Distributeur d'eau de source ²	1 970 \$
Activités de reconnaissance ³	3 035 \$
¹ Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale. ² Le Ministère compte 8 distributeurs à eau. ³ Départs à la retraite et 25 ans de services. À noter que le Ministère ne rembourse pas les frais d'alcool et ne contribue pas à l'organisation de fêtes. Par ailleurs, des frais sont engagés pour les activités de reconnaissance et ces montants incluent les dépenses suivantes : aménagement de la salle et décorations, frais de séjour et de déplacement, traiteur, papeterie et messagerie, musicien et photographe, fleurs et cadeaux pour les employés prenant leur retraite et ceux ayant cumulé 25 ans de service.	

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-8

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d’itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l’organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l’organisme;
- d) les coûts de résiliation, s’il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents;
- f) le coût d’acquisition des appareils;
- g) le coût d’utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Réponse

Pour les sous-questions a), f), g) et h) l'information est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Québec.ca, en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25) :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-organismes/famille/cadre-legal-transparence/acces-information/frais-et-depenses-2025-2026>

Sous-questions b), c) et d) :

- Ministère (incluant le Cabinet) au 31 janvier 2026 :

Types de coûts	Montants
Le coût des frais d’itinérance	33,43 \$
Le coût lié aux dépassements des forfaits de données	13,71 \$
Les coûts de résiliation	265,00 \$

Les sous-questions e), i), et j) ne sont pas pertinentes à l’étude des crédits.

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2026-2027:

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et moins;
- c) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- d) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- e) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- f) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- g) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- h) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- i) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- j) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- k) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- l) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

Réponse

Les réponses aux sous-questions a), b), c), d), e), f), g), h), i), j), k), l) seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-10

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2025-2026 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l’espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Réponse

Pour les sous-questions d), e) et g), l’information pour l’année financière 2025-2026 est fournie dans le tableau qui suit, en date du 31 janvier 2026.

Prenez note que les dépenses concernant l’achat de mobilier sont non récurrentes et s’inscrivent dans un réaménagement des espaces de bureaux en postes de travail non assignés. Cette approche se veut cohérente avec les nouvelles orientations de la Société québécoise des infrastructures et du gouvernement quant à une utilisation efficiente des espaces locatifs, basée sur l’approche de transformation des milieux de travail (TMT).

Emplacement	Aménagement et rénovations 2025-2026	Durée du bail	Propriétaire de l’espace loué ¹
1760-A et 1800, boulevard Le Corbusier, Laval	0,00 \$	2001/12/01 au 2019/11/30 Reconduit 2024/12/01 au 2029/03/31	9118-9308 Québec inc.
201, Place Charles-Lemoyne, Longueuil	124 157,33 \$	Durée indéterminée	Société québécoise des infrastructures
730, boulevard Charest Est, Québec	390,26 \$	2019/02/01 au 2029/01/31	Édifice 750 Charest inc.
600, rue Fullum, Montréal	87 451,12 \$	Durée indéterminée	Société québécoise des infrastructures
425, rue Jacques-Parizeau, Québec	12 177,39 \$	2014/04/01 au 2038/03/31	Édifice 500, Grande-Allée Est, inc.
¹ Les ententes de location des espaces ont toutes été signées avec la Société québécoise des infrastructures (SQI), même celles dont le propriétaire n’est pas la SQI.			

Les sous-questions h), i), j) et k) ne sont pas pertinentes à l’étude des crédits.

Pour les sous-questions a), b), c) et f), l'information est diffusée sur une base annuelle sur le site Internet du Ministère, en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27) :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/famille/acces-information#c203536>

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-11

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2025-2026, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille Demande de renseignements généraux

Question : RG-12

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant:

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse

La sous-question a) n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Le total des coûts d'aménagement, de rénovation et autres travaux pour l'ensemble du Ministère, incluant les cabinets ministériels en 2025-2026, est de 224 176,10 \$.

Les firmes ayant effectué les travaux sont les suivantes :

- Monette Express;
- Déménagement Mont-Bruno/Lakeshore inc.;
- Société québécoise des infrastructures (SQI);
- Gestion Cromwell inc.;
- 9205-6126 Québec inc.;
- JMS Evolution inc.;
- Consulis Environnement de bureau inc.;
- Réseautique Cfo.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale du Québec.

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2025-2026, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2025-2026;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-14

Liste du personnel hors structure, par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l’assignation initiale et l’assignation actuelle;
- e) la date de l’assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l’assignation, s’il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2026-2027.

Réponse

Au 31 janvier 2026, le Ministère compte un employé hors structure.

b) poste occupé	c) salaire annuel	d) assignation initiale	d) assignation actuelle	e) date de début	f) date de fin
Sous-ministre adjoint ¹	243 451 \$	Sous-ministre adjoint au développement du réseau et des services à la clientèle	Prêt de service à la Sûreté du Québec	2024-11-04	2026-11-03

¹ L’employé est rémunéré par le MFA, mais la SQ rembourse 50 % des coûts réels au MFA trimestriellement.

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-15

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2026-2027.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-16

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2025-2026, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2026-2027.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-17

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l’assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l’assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l’assignation (s’il y a lieu).

Réponse

Au 31 janvier 2026, un prêt de service est en cours.

Ministère ou organisme receveur	Salaire annuel	Assignation initiale	Assignation actuelle	Période prévue à l’entente
Sûreté du Québec (SQ) ¹	243 451 \$	Sous-ministre adjointe au développement du réseau et des services à la clientèle	Cadre-conseil à la gestion des projets stratégiques	4 nov. 2024 au 3 nov. 2026
¹ L’employé est rémunéré par le MFA, mais la SQ rembourse 50 % des coûts réels au MFA trimestriellement				

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-18

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s’il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

Réponse

Données au 31 janvier 2026.

Titre de l’abonnement	Coût
Bases de données	
Dossiers judiciaires de nature civile, criminelle et pénale des palais de justice et des cours municipales du Québec (SOQUIJ)	3 703 \$
Diffusion des communiqués de presse (Communication CNW)	5 500 \$
Revue de presse écrite et électronique (I.C.I. Influence communications inc.)	26 696 \$
Périodiques	
Accès à l’information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires	191 \$

La sous-question d) n’est pas pertinente à l’étude des crédits.

L’information fournie inclut les abonnements du cabinet ministériel.

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-19

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Réponse

Le cabinet ministériel et le Ministère n'ont déboursé aucune somme pour l'achat de billets de saison, de réservation de loges ou de frais exigés afin de devenir membre d'un club privé ou autre au 31 janvier 2026.

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-20

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
- g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement;
- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- i) la fréquence moyenne de mise à jour;
- j) le responsable du contenu sur le site.

Réponse

Une migration de l'ensemble du site Internet vers le site Québec.ca a eu lieu en janvier 2024. Le site Québec.ca est administré par le ministère du Conseil exécutif (MCE). L'ensemble des coûts relatifs à ce site sont documentés exclusivement dans les réponses produites par le MCE.

Les questions f), g), i) et j) ne sont pas pertinentes à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-21

Pour 2025-2026, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Réponse

Rencontres avec les partenaires du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance au Grand forum des partenaires et tournées de la ministre en Abitibi-Témiscamingue et au Bas-St-Laurent. Les détails se trouvent dans le tableau de la page suivante.

Les sous-questions b), c) et g) ne sont pas pertinentes à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-21

Raison du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où l'évènement a eu lieu	Animation	Salle	Logistique	Autres frais	Frais de repas	Total des frais
Grand forum des partenaires (rencontre avec les principaux acteurs du réseau) 275 participants	2025-05-13	Drummondville	4 030,00 \$	6 400,00 \$	20 222,82 \$	2 160,89 \$	10 936,24 \$	43 749,95 \$
Tournée de la ministre en Abitibi-Témiscamingue	2025-10-14 au 2025-10-15	Macamic, Poularies, Rouyn-Noranda, Amos	0 \$	0 \$	0 \$	750,00 \$	0 \$	750,00 \$
Tournée de la ministre au Bas-St-Laurent	2026-01-28 au 2026-01-30	Rivière-du-Loup, Saint-Antonin, Témiscouata-sur-le-Lac	0 \$	0 \$	0 \$	1 000,00 \$	0 \$	1 000,00 \$

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-22

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2025-2026:

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Réponse

Madame Marie-Belle Gendron a été adjointe parlementaire de la ministre de la Famille du 18 octobre 2023 au 17 septembre 2025. Depuis le 17 septembre 2025, c’est madame Marilyne Picard qui occupe cette fonction.

Il n’y a eu aucun frais de déplacement en 2025-2026.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-23

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-24

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-25

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-26

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et 2027-2028, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l’organisme.

Réponse

Sommes reçues en provenance du gouvernement fédéral :

- **Accord asymétrique de 2021-2026 concernant le volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (Accord asymétrique)**

L'Accord asymétrique résulte de la volonté du gouvernement fédéral de bâtir un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants à l'échelle du Canada. Reconnaisant la compétence exclusive du Québec dans le domaine de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants, l'Accord asymétrique prévoit pour le Québec un transfert de près de 6 milliards de dollars pour les années 2021-2022 à 2025-2026, versés sans condition. La contribution annuelle allouée au Québec varie en fonction des projections démographiques.

Année financière	Contribution reçue
2025-2026	1 691 466 040 \$

En 2024, le Québec et le gouvernement fédéral ont conclu un accord modifiant l'Accord asymétrique afin d'intégrer la juste part du Québec du Fonds d'infrastructure pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, dont l'objectif est de financer les infrastructures des fournisseurs publics et sans but lucratif pour soutenir la création de nouvelles places dans les communautés où les besoins sont les plus pressants.

Année financière	Contribution reçue
2025-2026	40 518 389 \$

- **Accord 2021-2026 de mise en œuvre de l'entente asymétrique du 10 mars 2017 – Volet concernant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (Accord de mise en œuvre)**

Le Québec et le Canada ont convenu, le 10 mars 2017, d'une entente asymétrique en matière de santé et de services sociaux, laquelle prévoit notamment une somme de 1,2 milliard de dollars provenant du volet pour la petite enfance des fonds fédéraux consacrés aux infrastructures sociales pour la période de 2017-2018 à 2027-2028. L'Accord de mise en œuvre a comme objectif d'établir les modalités de versement de ce financement.

Dans le cadre de l'Accord de mise en œuvre, le Québec a reçu 652 467 789 \$ pour la période de 2021-2022 à 2025-2026. La contribution annuelle attribuée au Québec varie en fonction des projections démographiques.

Année financière	Contribution reçue
2025-2026	120 600 848 \$

Comme le Québec finance son propre réseau de services de garde éducatifs à l'enfance depuis 1997, les sommes reçues du gouvernement fédéral sont versées directement au Fonds consolidé. Elles sont ensuite attribuées par le ministère des Finances à même les crédits budgétaires du ministère de la Famille, pour financer les priorités en matière de services directs aux familles. Il n'est donc pas possible de distinguer l'utilisation des sommes reçues du gouvernement fédéral par rapport aux sommes prises à même le Fonds consolidé.

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-26

Enfin, la nature asymétrique de ces accords permet au Québec, qui est maître d'œuvre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants sur son territoire, de financer ses propres priorités en matière de services directs aux familles. De ce fait, il n'a pas à mettre en place de nouveaux programmes ni à rendre de comptes au fédéral, contrairement aux autres provinces et territoires qui ont adhéré au Cadre multilatéral d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.

Sommes reçues en provenance d'un autre gouvernement :

Aucune somme n'a été reçue d'un autre gouvernement en 2025-2026.

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-27

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Réponse

Aucune prime au rendement ni boni n'a été octroyé en 2025-2026, puisqu'ils ont été abolis en 2019-2020.

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-28

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse

Pour l'année financière 2025-2026, aucune prime de départ n'a été versée pour les employés du Ministère.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-29

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2025-2026, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-30

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2025-2026 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2026-2027.

Pour chacun de ces programmes existants en 2025-2026, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-31

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-32

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 le taux d'absentéisme, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-33

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;

b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;

c) le nombre d’employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Réponse

Paiement de cotisations à des associations (ordres ou corporations) professionnelles par le Ministère.

Association (ordre ou corporation) professionnelle	2025-2026
Barreau du Québec	3
Ordre des architectes du Québec	12
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	8
Dépense prévue ¹	29 422 \$
¹ À l’exception d’une cotisation au Barreau facturée par le ministère de la Justice (MJQ), les autres cotisations sont remboursées aux employés du Ministère.	

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-34

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Réponse

Le Ministère ne prévoit aucune dépense en 2025-2026.

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-35

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure :

g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

Réponse

La mise en œuvre du Plan d'action 2025-2026 n'entraîne pas de dépense.

Les travaux pour la reddition de comptes du Plan d'action 2025-2026 ainsi que pour l'élaboration du Plan d'action 2026-2027 sont en cours.

Le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible dans le site Internet du gouvernement :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/strategie/PAPH-Bilan-2024-2025_Mesures2025-2026.pdf

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-36

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure :

n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

Réponse

La mise en œuvre du Plan d'action de développement durable 2023-2028 (Plan d'action) n'entraîne pas de dépense.

Le Ministère poursuit la réalisation du Plan d'action 2023-2028.

Les travaux pour la reddition de comptes 2025-2026 du Plan d'action sont en cours.

Le Plan d'action de développement durable est disponible dans le site de Québec.ca : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/famille/publications>

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-37

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Réponse

Au 31 janvier 2026, aucune dépense n'a été effectuée en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-38

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2025-2026:

- a) Les sommes dépensées;
- b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Réponse

- a) Une somme totale de 5 293,04 \$ a été dépensée au 31 janvier 2026.
- b) La somme de 5 293,04 \$ a été dépensée en totalité en ressources externes.

Depuis le 1^{er} avril 2022, le Ministère détient une entente de service avec le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) en matière de Programme d'aide aux employés (PAE). C'est un service offert par le SCT à l'ensemble des ministères et organismes et aucun coût n'y est rattaché pour le Ministère.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Québec.ca :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/famille/acces-information/engagements-financiers>

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-39

Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

Réponse

L’information pour l’année financière 2025-2026 est fournie dans le tableau ci-dessous.

La liste des CT réunions : la liste des personnes présentes ainsi que le nom des fournisseurs ne sont pas des éléments pertinents à l’étude des crédits.

Nombre de CT réunions en 2025-2026 *	Nombre de participants	Coût approuvé
5	766	11 107,34 \$
*Au 31 janvier 2026.		

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-40

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026:

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

Réponse

Il n'y a eu aucun concours ou tirage en 2025-2026.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-41

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026:

- a) le nombre d’employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d’autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Réponse

- a) 14 employés sont affectés à la Direction des communications.
- b) Total des dépenses : 102 084,48 \$.
- c) La question n’est pas pertinente à l’étude des crédits.
- d) L’information fournie en réponse à cette question est notamment incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du Ministère :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-organismes/famille/cadre-legal-transparence/acces-information/engagements-financiers>

Dépenses au 31 janvier 2026 :

Veille médiatique	
Référence média	2 575 \$
I.C.I. Influence communication inc.	29 377,53 \$
Total	31 952,53 \$

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-42

Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
- b) L'endroit précis;
- c) La liste des personnes présentes;
- d) L'ordre du jour;
- e) Les procès-verbaux;
- f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

Réponse

Les sous-questions a), b), c), d) et e) ne sont pas pertinentes à l'étude des crédits.

Aucune rencontre de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » n'a été tenue par le Ministère en 2025-2026.

Étude des crédits 2026-2027

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux**

Question : RG-43

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages :

- a) nombre de stagiaires reçus;
- b) heures de stages effectuées;
- c) rémunération totale déboursée.

Réponse

- a) En 2025-2026, le Ministère a accueilli cinq stagiaires.
 - b) La question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.
 - c) En 2025-2026, la rémunération des stagiaires s'est élevée à 39 648,13 \$.
-

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-44

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Réponse

Aucune dépense n’a été allouée en 2025-2026 pour une consultation avec les Autochtones.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-45

Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d’aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-46

Indiquer les dépenses encourues en vue de l’implantation du nouveau régime de dotation découlant de l’adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-47

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l’application des lois dont votre ministère est responsable de l’application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Réponse

Voici les revenus découlant de l’application du chapitre VII.1 Pénalités administratives de la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1.1) (la Loi).

Année	Nombre d’avis d’imposition	Pénalités administratives
2025-2026*	358	570 000 \$
* Prévision pour l’année.		

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-48

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

Réponse

Actifs immobiliers

En ce qui concerne les actifs immobiliers, la réponse sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Actifs mobiliers

Au 31 janvier 2026, le coût des actifs mobiliers comptabilisés au registre des immobilisations du Ministère est de 1 942 525,70\$ et leur valeur comptable nette, après amortissement, est de 862 757,66 \$.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-49

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-50

Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer :

- a) le nombre d’employé(es) recruté(es) à l’étranger, en précisant le statut d’immigration au moment de l’embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres);
- b) le nombre de missions de recrutement effectuées à l’étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d’emploi concernés;
- c) les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement);
- d) le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l’étranger;
- e) les catégories d’emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire;
- f) le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l’étranger;
- g) toute directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l’augmentation du recours au recrutement international;
- h) les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d’œuvre locale.

Réponse

- a) Le nombre d’employé(es) recruté(es) à l’étranger, en précisant le statut d’immigration au moment de l’embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres) :

Le Ministère n’a recruté aucun employé à l’étranger durant l’année financière en cours.

- c) Les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement) :

0 \$

- e) Les catégories d’emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire :

Aucune activité de recrutement internationale n’a été jugée nécessaire.

Les sous-questions b), d), f), g), h) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-51

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Réponse

Aucune dépense d’honoraires pour les comités en 2025-2026, sauf pour le Comité d’audit interne, dont les honoraires versés au 31 janvier 2026 sont de 6 280,32 \$, et le Comité de sages, pour un montant de 976,25 \$.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-51

Comité	Mandat	Composition
Comité de sages sur l’identité de genre	Le mandat du Comité de sages (Comité) consiste à produire une analyse des impacts potentiels sur l’ensemble de la société québécoise et identifier les enjeux sur lesquels le gouvernement devrait approfondir ses réflexions. Ainsi, à terme, les travaux du Comité permettront au gouvernement du Québec de prendre ses futures décisions de manière plus éclairée. Plus précisément, le Comité devra : • Brosser un portrait de la réalité québécoise; • Recenser les politiques publiques, les pratiques et les directives québécoises dans plusieurs secteurs (éducation, sports et loisirs, santé et services sociaux, sécurité publique, etc.); • Analyser leurs effets potentiels sur l’ensemble de la société québécoise; • Recenser, comparer et analyser les politiques, directives et pratiques mises en place au sein des États comparables au Québec; • Identifier les principaux enjeux à approfondir pour la suite. Dans le cadre de ses travaux, le Comité collabore avec le Conseil québécois LGBT et les ministères et organismes gouvernementaux concernés.	M^{me} Diane Lavallée, présidente Dr Jean-Bernard Trudeau M. Patrick Taillon
Comité de coordination au soutien du développement du réseau québécois des CPSC certifiés par la Fondation Dr Julien	• Orienter, faciliter la mise en œuvre et assurer le suivi du protocole de partenariat au soutien du développement du réseau québécois des centres de pédiatrie sociale en communauté; • Plus spécifiquement veiller à la coordination de tous les efforts afin d’assurer le respect des cibles qui y sont fixées.	Ministère de la Famille Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de la Justice Ministère de l’Éducation Fondation Dr Julien
Comité Action Communautaire (CAC)	• Assurer une communication soutenue concernant les orientations, les problématiques ou les décisions émanant du milieu communautaire ou du gouvernement; • Discuter des moyens d’accroître la portée de l’action communautaire autonome Famille;	Association des haltes-garderies communautaires du Québec Confédération des organismes familiaux du Québec Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec Fédération québécoise des organismes communautaires Famille

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-51

Comité	Mandat	Composition
	- Proposer des solutions permettant de resserrer les liens entre les organismes communautaires et le Ministère; - Partager les connaissances sur le milieu et sur la réponse à donner aux besoins des familles.	
Comité interministériel de suivi du Programme de réservation de places en SGEE pour les enfants en situation de vulnérabilité	Ce comité a pour mandat : - D’analyser les bilans élaborés par les CISSS et les CIUSSS et les données recueillies sur l’utilisation des places réservées; - De discuter de problématiques particulières reliées à l’application du Programme et de proposer des pistes de solution; - De déposer, le cas échéant, des recommandations sur les modifications à apporter au Programme; - De recenser toute information utile sur l’application et le suivi du Programme, notamment en ce qui concerne l’optimisation de l’utilisation des places réservées et s’assurer que les communications nécessaires sont réalisées; - D’apporter, le cas échéant, les modifications à la documentation officielle relative au Programme et aux outils complémentaires.	Ministère de la Famille Ministère de la Santé et des Services sociaux
Comité de travail interministériel sur l’intimidation	Participer à l’élaboration, à la mise en œuvre et à la reddition de comptes des mesures du Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et la cyberintimidation 2025-2030.	Ministère de la Famille Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit Secrétariat à la jeunesse Office des personnes handicapées du Québec Directeur des poursuites criminelles et pénales Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de l’Éducation Ministère de l’Enseignement supérieur Ministère de la Justice Ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration Ministère de la Sécurité publique

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-51

Comité	Mandat	Composition
		Ministère des Affaires municipales et de l’Habitation Secrétariat à la condition féminine Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale Ministère du Travail Protecteur national de l’élève
Comité des sous-ministres adjoints sur l’intimidation	Assurer une participation de leur organisation dans l’élaboration de mesures respectant les principes directeurs et les orientations du Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et veiller à la mise en œuvre de celles-ci.	Ministère de la Famille Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit Secrétariat à la jeunesse Secrétariat à la condition féminine Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de l’Éducation Ministère de l’Enseignement supérieur Ministère de la Justice Ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration Ministère de la Sécurité publique Office des personnes handicapées Ministère du Travail Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale Ministère des Affaires municipales et de l’Habitation Protecteur national de l’élève Directeur des poursuites criminelles et pénales
Comité d’experts sur l’intimidation et la cyberintimidation	- Exercer un rôle conseil ad hoc auprès du Ministère sur les phénomènes concernant l’intimidation et la cyberintimidation; - Exceptionnellement, conseiller des intervenants sur des enjeux spécifiques soulevés dans le cadre du forum de discussion.	Émilie Belley-Ranger , coordonnatrice de la Chaire de recherche sur la sécurité et l’intégrité en milieu sportif de l’Université Laval. Martin Blais , titulaire de la Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres de l’Université du Québec à Montréal.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-51

Comité	Mandat	Composition
		Mélanie Couture, titulaire de la Chaire de recherche sur la maltraitance envers les personnes âgées de l’Université de Sherbrooke. Isabelle Ouellet-Morin, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les origines développementales de la vulnérabilité et de la résilience du Centre de recherche de l’Institut universitaire en santé mentale de Montréal (jeunes). Isabelle Tremblay, directrice générale de l’Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l’intégration des personnes handicapées. Stéphane Villeneuve, directeur du Programme en intégration du numérique en milieu scolaire pour la formation continue des enseignants-es au numérique de l’Université du Québec à Montréal (cyberintimidation).
Grand chantier pour les familles – Politiques d’admission et Guichet unique	Il s’agit d’un comité de travail et de discussion sur l’encadrement des politiques d’admission des SGEE et sur le développement d’un nouveau Guichet unique d’accès aux SGEE.	Ministère de la Famille Conseil québécois des services éducatifs à la petite enfance Association québécoise des CPE Association des garderies privées du Québec Rassemblement des garderies privées du Québec Association des garderies non subventionnées en installation Union des garderies non subventionnées du Québec (reconnaissance d’association nationale terminée le 28 novembre 2024)

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-51

Comité	Mandat	Composition
Grand chantier pour les familles – Clientèles vulnérables	Il s’agit d’un comité de travail et de discussion sur les mesures d’aide mises à la disposition des SGEE pour l’intégration des enfants présentant des besoins de soutien particulier et pour faciliter la détection de difficultés chez certains enfants et leur référencement vers le réseau de la santé et des services sociaux.	Ministère de la Famille Conseil québécois des services éducatifs à la petite enfance Association québécoise des CPE Association des garderies privées du Québec Rassemblement des garderies privées du Québec Association des garderies non subventionnées en installation
Comité main-d’œuvre du Grand chantier	Il s’agit d’un comité de travail et de discussion regroupant des représentants de diverses associations nationales, représentatives et des partenaires gouvernementaux afin d’échanger sur les besoins actuels et anticipés liés à la main-d’œuvre dans les services de garde éducatifs à l’enfance ainsi que sur les difficultés rencontrées. Les discussions du comité sont prises en considération par le Ministère afin d’orienter les travaux et la recherche de solutions en matière de main-d’œuvre. Depuis le 6 décembre 2023, les membres ont convenu d’intégrer dans ce comité le Comité immigration en petite enfance.	Ministère de la Famille Ministère de l’Enseignement supérieur Ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec – CSQ (FIPEQ-CSQ), Fédération de la santé et des services sociaux-CSN (FSSS-CSN) Conseil québécois des services éducatifs à la petite enfance Association québécoise des CPE Association des cadres des CPE Syndicat québécois des employées et employés de service – FTQ Association des garderies privées du Québec Rassemblement des garderies privées du Québec Association des garderies non subventionnées en installation Association des enseignantes et enseignants en Techniques d’éducation à l’enfance Fédération des Cégeps.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-51

Comité	Mandat	Composition
Comités consultatifs régionaux	Les comités consultatifs régionaux (CCR) conseillent le Ministère sur les besoins en matière de services de garde éducatifs à l’enfance et sur les priorités de développement de ces services sur leur territoire respectif.	Ministère de la Famille Municipalité régionale de comté Direction de la protection de la jeunesse Centre intégré de santé et de services sociaux Centres de services scolaires et les commissions scolaires Organisme de développement économique régional Organisme communautaire Famille Organisme le plus représentatif des Centres de la petite enfance
Sous-comité du Grand Chantier sur le milieu familial	Conseiller le MFA sur la bonification et la mise en œuvre des actions du Grand chantier pour les familles qui visent à consolider la garde éducative en milieu familial.	Ministère de la Famille Associations nationales de SGEE (Association québécoise des CPE, Conseil québécois des services éducatifs à la petite enfance) Associations représentatives de RSGE (Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec - CSQ, Fédération de la santé et des services sociaux - CSN et l’association québécoise des milieux familiaux éducatifs privés)
Sous-comité du Grand chantier sur la conversion des garderies non subventionnées	Il s’agit d’un comité de travail regroupant les différents représentants de diverses associations nationales pour échanger sur la conversion des garderies non subventionnées.	Ministère de la Famille Association des garderies privées du Québec Rassemblement des garderies privées du Québec Association des garderies non subventionnées en installation Union des garderies non subventionnées du Québec (reconnaissance d’association nationale terminée le 28 novembre 2024) Association québécoise des CPE Conseil québécois des services éducatifs à la petite enfance

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-51

Comité	Mandat	Composition
Groupe consultatif sur la formation continue et le perfectionnement des responsables d’un service de garde éducatif en milieu familial	Issu d’une lettre d’entente des ententes collectives, le groupe consultatif a pour but de favoriser la formation continue et le perfectionnement des compétences des responsables d’un service de garde éducatif en milieu familial afin de les aider à respecter les exigences de perfectionnement prévues à l’article 59 du Règlement sur les services de garde éducatifs à l’enfance.	Ministère de la Famille Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec – CSQ Fédération de la santé et des services sociaux-CSN
Comité national sur la réglementation et les enjeux de la garde éducative en milieu familial – FIPEQ-CSQ	Issu d’une lettre d’entente intégrée à l’entente collective, le comité se veut un lieu d’échange pour discuter des difficultés d’application de la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance ainsi que des règlements, directives et instructions qui en découlent. Il permet également de discuter des grands enjeux de la garde éducative en milieu familial ayant une portée nationale et de proposer des pistes de solution.	Ministère de la Famille Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec – CSQ
Comité national sur la réglementation et les enjeux de la garde éducative en milieu familial – FSSS-CSN	Issu d’une lettre d’entente intégrée à l’entente collective, le comité se veut un lieu d’échange pour discuter des difficultés d’application de la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance ainsi que des règlements, directives et instructions qui en découlent. Il permet également de discuter des grands enjeux de la garde éducative en milieu familial ayant une portée nationale et de proposer des pistes de solution.	Ministère de la Famille Fédération de la santé et des services sociaux-CSN
Comité national d’application de la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance et de ses règlements – FIPEQ-CSQ	Issu d’une lettre d’entente des ententes collectives, le comité se veut un lieu d’échanges pour discuter des difficultés d’application de la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance ainsi que des règlements, directives et instructions qui découlent, et ce, dans le but d’obtenir des interprétations de la part du Ministère.	Ministère de la Famille Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec – CSQ
Comité national d’application de la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance et de ses règlements – FSSS-CSN	Issu d’une lettre d’entente des ententes collectives, le comité se veut un lieu d’échanges pour discuter des difficultés d’application de la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance ainsi que des règlements, directives et instructions qui découlent, et ce, dans le but d’obtenir des interprétations de la part du Ministère.	Ministère de la Famille Fédération de la santé et des services sociaux – CSN

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-51

Comité	Mandat	Composition
Comité d’audit interne	Le Comité d’audit interne a pour rôle d’examiner, de manière indépendante et objective, les rapports d’audit, les recommandations et plans d’action élaborés pour y donner suite, le suivi des travaux et les rapports d’activités.	3 membres externes : ○ Madeleine Paulin (Présidente); ○ Louise Lambert; ○ Nicole Bourget. 2 ressources du ministère de la Famille, incluant la sous-ministre. 2 ressources du ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale, à qui le ministère de la Famille a imparti la réalisation des activités d’audit.
Comité permanent de la Politique linguistique	• Veiller à l’application de la politique linguistique ministérielle et répondre aux questions relatives à l’interprétation des dispositions prévues à cette politique et à la Charte de la langue française.	Le comité est constitué de responsables de l’application de la politique au sein de secteurs internes du Ministère et de la répondante en matière de politique linguistique auprès de l’OQLF.
Comité d’examen des empêchements	Comité chargé d’examiner les renseignements pouvant constituer un empêchement potentiel fourni par un corps de police et de donner son avis quant à la présence ou non d’un empêchement, concernant : • Un demandeur de permis, un administrateur, un actionnaire, un propriétaire unique, un dirigeant principal, une personne liée à une personne physique appelée à apprécier le contenu d’une déclaration d’empêchement potentiel et le personnel des agences de placement; • Une personne résidant au Canada depuis moins d’un an ainsi que celle d’une personne ayant résidé ailleurs qu’au Canada pendant un an ou plus, à la demande du titulaire de permis, à analyser la déclaration sous serment; • Une personne non reconnue et toute personne majeure vivant dans la résidence où elle offre ou souhaite offrir des services de garde. Les rencontres du Comité ont lieu mensuellement.	Le Comité est composé de onze membres externes ayant un intérêt marqué pour la protection des enfants et une expertise ou de l’expérience en cette matière ou en matière de vérification d’absence d’empêchements. Parmi les membres du Comité, quatre sont avocats, dont un est membre d’une communauté autochtone.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-51

Comité	Mandat	Composition
Comité consultatif – Mesure d’évaluation et d’amélioration de la qualité éducative en installation	S’assurer du respect des objectifs du projet et des orientations du ministère de la Famille et donner des avis sur des problématiques ponctuelles et liées à la mise en œuvre.	Associations nationales de SGEE : (Conseil québécois des services éducatifs à la petite enfance Association québécoise des CPE Association des garderies privées du Québec Rassemblement des garderies privées du Québec Association des garderies non subventionnées en installation) Highscope Canada Ministère de la Famille Université du Québec à Montréal CASIOPE
Comité consultatif du suivi du contrat de Servirplus – Mesure d’évaluation et d’amélioration de la qualité éducative en installation (0-5 ans)	Dans le contexte de l’évaluation de la qualité éducative des centres de la petite enfance et des garderies (groupes d’enfants âgés entre 0 et 5 ans) et du contrat octroyé à la firme Servirplus (à la suite d’un appel d’offres public), le Ministère a mis sur pied, en 2023, un comité consultatif dans le but d’analyser les bilans produits par Servirplus, d’identifier les enjeux et problématiques particuliers et de faire des recommandations au Ministère.	Ministère de la Famille Servirplus Université du Québec à Montréal
Comités consultatifs régionaux pour l’analyse des demandes de Mesure exceptionnelle de soutien à l’intégration en service de garde	Analyser les demandes de Mesure exceptionnelle de soutien à l’intégration en service de garde et émettre les recommandations de nombre d’heures d’accompagnement, qui sont ensuite appliquées par le Ministère.	Chaque comité est composé de trois à quatre membres issus : - du réseau de la Santé et des Services sociaux; - du réseau des services de garde éducatifs à l’enfance; - de regroupements ou associations de services de garde; - d’associations représentant les intérêts des enfants handicapés; - des centres de pédiatrie sociale en communauté (CPSC); - d’établissements d’enseignement de niveau universitaire et collégial, dans le domaine de la santé.

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-51

Comité	Mandat	Composition
Table des partenaires Famille	- S’informer mutuellement sur les récents développements et les actions menées par les divers membres de la Table et par les acteurs gouvernementaux dont les actions concernent la famille et le développement des enfants; - Renforcer la cohésion entre les membres; - Faciliter la concertation des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux; - Mettre en place des mécanismes de communication efficaces pour assurer la cohérence et la synergie entre les actions menées aux paliers national, régional et local; - Nourrir le ministère de la Famille sur les enjeux, les besoins problématiques ou certains trous de services au palier local; - Conseiller et commenter sur des mesures ou des orientations pour mieux être en adéquation avec les besoins des familles et s’assurer que les politiques publiques sont adaptées, adéquates et pertinentes; - Partager des bonnes pratiques ou initiatives structurantes.	<u>Organismes non gouvernementaux (17)</u> Fédération québécoise des organismes communautaires Famille Confédération des organismes familiaux du Québec Association des haltes-garderies communautaires du Québec Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec Réseau des centres de ressources périnatales du Québec La Maison bleue Fondation Dr Julien Réseau pour un Québec Famille Espace Muni Regroupement pour la valorisation de la paternité Réseau Maisons Oxygène Collectif Petite enfance (Élise Bonneville) Regroupement des centres d’amitié autochtone Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador Réseau communautaire de services de santé et de services sociaux Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes Réseau québécois pour la réussite éducative <u>Membres gouvernementaux (5)</u> Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de l’Éducation du Québec Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale Ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille

Demande de renseignements généraux

Question : RG-51

Comité	Mandat	Composition
Projet pilote sur le travail de proximité - Comité de suivi	Suivre le déploiement du Projet pilote sur les retombées du travail de proximité auprès des familles isolées dans une communauté.	Responsable : <u>ministère de la Famille</u> Association des haltes-garderies communautaires du Québec Confédération des organismes familiaux du Québec Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec Fédération québécoise des organismes communautaires Famille Fondation Dr Julien
Projet pilote sur le travail de proximité - Comité d’arrimage	- Favoriser l’arrimage entre les approches de proximité auprès des familles dans les communautés afin d’assurer une complémentarité, une cohérence et une continuité. Objectifs : - Faciliter les échanges entre les acteurs impliqués dans le déploiement du travail de proximité dans les différents milieux (à différentes échelles); - Faire le suivi du projet d’étude de cas sur l’arrimage des pratiques de travail de proximité (valider les questions d’évaluation, valider le choix des territoires retenus et leur portrait, faire le lien avec les personnes-clés du terrain en vue des entretiens, etc.).	Responsable : <u>ministère de la Famille</u> Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de l’Éducation Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale Ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration

